



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TUNIS

N° 19 – Semaines du 10 au 21 mai 2021

En bref

Tunisie :

- Le PIB a légèrement augmenté de 0,3% au 1^{er} trimestre de 2021
- Le taux de chômage a augmenté à 17,8% de la population active au 1^{er} trimestre de 2021, et atteint plus de 40% chez les jeunes
- Le ministre des finances Ali Kooli espère un accord avec le FMI d'ici 3 mois
- Le déficit budgétaire se résorbe de 1,1 Md TND sur les 3 premiers mois de 2020 à 760 M TND sur les 3 premiers mois de 2021 (330 M EUR à 229 M EUR)
- La France se mobilise en faveur des hôpitaux tunisiens
- Le président Kais Saïed appelle à effacer la dette des pays les plus pauvres
- Il critique par ailleurs l'absence de réformes économiques et estime que le climat politique et la corruption freinent l'investissement en Tunisie
- Selon Standard & Poor's, un défaut de la dette souveraine tunisienne coûterait entre 4,3 et 7,9 Md USD au secteur bancaire
- Les 12 banques cotées dégagent un produit net bancaire cumulé de 1,3 Md TND au 1^{er} trimestre, soit +5,5% sur un an
- Les ventes de voitures enregistrent une forte croissance au cours des 4 premiers mois 2021
- Air France annonce une intensification des vols entre la Tunisie et la France

Libye :

- La Libye prévoit de produire 2 millions de barils par jour d'ici 3 ans
- Deloitte évalue les actifs de la Libyan Investment Authority (LIA) à 68,4 Md USD
- La guerre a coûté 576 Md USD à la Libye depuis 2011 selon la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale
- La Libye se dote d'un fonds pour la reconstruction des villes les plus durement touchées par le conflit
- La « Libya e-Commerce Expo » se tiendra à Tripoli du 1^{er} au 3 août 2021

LE CHIFFRE À RETENIR

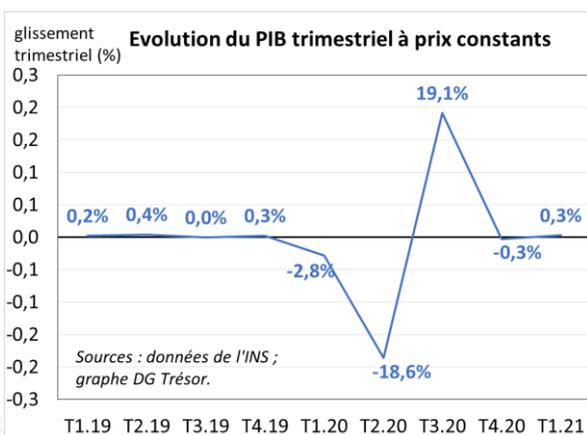
+0,3%

Taux de croissance au 1^{er} trimestre
2021 (en glissement trimestriel)

Tunisie

- Le PIB a légèrement augmenté de 0,3% au 1^{er} trimestre de 2021

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le PIB à prix constants a augmenté de 0,3% entre le 4^{ème} trimestre de 2020 et le 1^{er} trimestre de 2021 (-3,0% en glissement annuel). Cela confirme les difficultés de la reprise après la crise économique liée à la pandémie de la covid-19 : après une dégradation de l'activité particulièrement marquée au 2^{ème} trimestre de 2020 (-20,1% en glissement trimestriel), la bonne reprise au 3^{ème} trimestre (+19,7% en g.t.) ne s'était pas poursuivie au 4^{ème} trimestre (-0,3% en g.t.). **Selon la ventilation sectorielle des contributions à la croissance**, la timide reprise de la croissance économique au 1^{er} trimestre s'explique notamment par la hausse de l'activité dans l'extraction de pétrole et gaz naturel (contribution positive à la croissance de +0,70 points de pourcentage – pp), les industries chimiques (+0,23 pp) et les services d'hôtellerie et de restauration (+0,23 pp). *A contrario*, les services financiers, les « poste et télécommunication » et les « autres services marchands »¹ ont contribué négativement à la croissance au 1^{er} trimestre (-0,42 pp, -0,28 pp et -0,24 pp respectivement).



¹ Les différentes catégories de services marchands selon l'INS sont les suivantes : Entretien et réparation ; Commerce ; Services d'hôtellerie et de restauration ; Transports ; Poste et

- Le taux de chômage a augmenté à 17,8% de la population active au 1^{er} trimestre de 2021 et atteint plus de 40% chez les jeunes

D'après l'INS, la Tunisie comptait 742 800 chômeurs au 1^{er} trimestre 2021, soit 17,8% de la population active, après 17,4% au 4^{ème} trimestre 2020. Si le taux de chômage reste en-deçà du pic à 18,0% au 2^e trimestre 2020 lors du confinement général, il est **bien plus élevé qu'avant la crise sanitaire (15,1% au 1^{er} trimestre 2020)**. Le taux de chômage reste **particulièrement élevé pour les femmes** (23,8%, contre 15,0% pour les hommes) **et chez les jeunes** (40,8% des 15-24 ans). A noter que la collecte de données de l'emploi par l'INS pour le premier trimestre de l'année a été fortement perturbée par la détérioration de la situation sanitaire.

- Le ministre des finances Ali Kooli espère un accord avec le FMI d'ici 3 mois

Dans une interview accordée à l'agence TAP parue le 18 mai, le ministre de l'Economie, des finances et de l'appui à l'investissement M. Ali Kooli a affirmé que les représentants du FMI et des principaux partenaires de la Tunisie avaient jugé le plan de réformes (qui comprend notamment des mesures relatives à la diminution de la masse salariale, le ciblage des subventions et la réforme des entreprises publiques) « réaliste et réalisable » et avaient salué le fait qu'il ait fait l'objet d'une concertation avec les partenaires sociaux. Il a ajouté que ce plan était « prêt mais perfectible » et que les discussions **allaient se poursuivre avec le FMI et en Tunisie avec les partis politiques et la société civile** (dont l'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche UTAP, l'Union générale des travailleurs tunisiens UGTT et

télécommunication ; Services financiers ; Autres Services marchands.

l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat UTICA). **Le ministre a annoncé espérer obtenir un accord avec le FMI d'ici trois mois** (alors que ce type de négociations dure généralement six mois), mais n'en a pas précisé le montant ni la durée. Le porte-parole du FMI M. Gerry Rice avait déclaré le 6 mai que le FMI était « prêt à venir en aide à la Tunisie » mais qu'il ne disposait pas de calendrier et que **les discussions étaient pour l'heure techniques. Concernant le renouvellement d'une garantie américaine**, M. Kooli a rappelé que les deux garanties américaines portant chacune sur des emprunts de 500 M USD arrivent à échéance en juillet et en août, et que les discussions avec les autorités américaines avaient débuté pour les renouveler. Compte tenu des besoins de financement de la Tunisie pour 2021 (18 Md TND selon le ministre, 22,5 Md TND selon le FMI), **le ministre espère obtenir ce renouvellement d'ici l'été**. Enfin, il a annoncé **la finalisation des discussions sur l'accord portant sur un don de 500 M USD de l'agence américaine Millennium Challenge Corporation (MCC)**, qui sera destiné à l'aménagement du port de Radès et à la gestion de l'eau. Pour rappel, M. Kooli avait présidé la délégation qui s'est rendue à Washington entre le 3 et le 8 mai afin de lancer les négociations pour un nouveau programme avec le FMI, et y avait présenté un programme de réformes présenté comme issu des discussions avec les syndicats. Il avait également rencontré la nouvelle administration américaine, des responsables de la Banque Mondiale et l'agence américaine. Le secrétaire général adjoint de l'UGTT M. Sami Tahri avait toutefois déclaré le 6 mai **que l'UGTT n'avait participé qu'à une seule rencontre consultative avec le gouvernement et n'avait pas pris connaissance du programme de réformes**. Il a également estimé que le gouvernement n'aurait pas les moyens d'appliquer ces réformes sur le terrain. **Le secrétaire général de l'UGTT M. Noureddine Taboubi a d'ailleurs interpellé M. Kooli le 20 mai** alors qu'il intervenait sur une chaîne télévisée affirmant que le gouvernement avait « *essayé d'utiliser les organisations nationales pour la façade et pour prendre des photos* », et estimant qu'aucun accord ne serait conclu avec le FMI.

- **Le déficit budgétaire se résorbe de 1,1 Md TND fin mars 2020 à 760 M TND fin mars 2021 (330 M EUR à 229 M EUR)**

L'exécution du budget à fin mars 2021 fait état d'une **hausse des ressources propres (+1,7% en glissement annuel à 7,9 Md TND, soit 2,4 Md EUR)**, plus importante que la **hausse des dépenses publiques hors principal de la dette (+0,5% en g.a. à 9,2 Md TND, soit 2,7 Md EUR)**. Le déficit budgétaire s'est ainsi résorbé de 1,1 Md TND (330 M EUR) fin mars 2020 à 760 M TND (229 M EUR) fin mars 2021. **La hausse des ressources propres** provient essentiellement de celles des recettes de l'impôt sur le revenu (+10,1% à 2,5 Md TND) et de la TVA (+21,5% à 2,1 Md TND), en lien avec la légère reprise de l'activité économique suite à la crise de la covid-19. **Côté dépenses**, la baisse des dépenses d'investissements (-38,1% à 415 M TND) et des interventions et transferts (-12,4% à 1,5 Md TND, notamment grâce à la baisse des subventions aux carburants de -81,5% à 100 M TND) n'a pas permis de compenser l'accroissement de la masse salariale (+4,7% à 5,1 Md TND, soit 55,9% des dépenses totales hors principal de la dette) et des prêts (+78,2% à 620 M TND). A noter que **les ressources d'emprunt (satisfaisant le besoin de financement) sur les 3 premiers mois de 2021 ont progressé de +49,7% en g.a. à 2,8 Md TND – 840 M EUR**. Il s'agit pour 69% d'emprunts domestiques et pour 31% d'emprunts extérieurs auprès des bailleurs. Enfin, **l'encours de la dette fin mars 2021 s'élevait à 96,7 Md TND – 29,1 Md EUR** – et était essentiellement de la dette extérieure (63,5%).

- **La France se mobilise en faveur des hôpitaux tunisiens**

La recrudescence des cas de Covid-19 en Tunisie a fait apparaître de graves difficultés d'approvisionnement en oxygène médical. Comme évoqué lors de la rencontre du 18 mai entre les deux Présidents de la République, M.M. Kais Saïed et Emmanuel Macron, la

France a souhaité répondre à la situation d'urgence des hôpitaux tunisiens grâce à la fourniture de générateurs d'oxygène médical, conçus et fabriqués en France par l'entreprise Novair. En cette période de pénurie de contenant cryogénique à travers le monde, ce procédé de production d'oxygène sur site constitue une solution alternative efficace aux livraisons d'oxygène en bouteilles ou sous forme liquide. Trois unités de production d'oxygène et de stations de remplissage de bouteilles seront livrées début juin [grâce à la mobilisation du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance français](#). Cette opération d'1 M EUR est ainsi financée par un don exceptionnel opéré par la Direction générale du Trésor. Les générateurs d'oxygène médical seront installés dans trois hôpitaux situés dans les régions centrale et méridionale du pays (Sidi Bouzid, Tataouine et Sfax), durement touchées par la détérioration de la situation sanitaire.

- **Le président Kaïs Saïed appelle à effacer la dette des pays les plus pauvres**

A l'occasion du sommet sur le financement des économies africaines qui s'est tenu à Paris le 18 mai, le président de la République tunisienne M. Kaïs Saïed a appelé à « *effacer ou du moins à réduire significativement les dettes des pays pauvres* », jugeant qu'elles constituaient un obstacle à la relance économique. Il a également annoncé que la Tunisie soutenait les appels à la levée des restrictions sur la fabrication des vaccins. Le sommet sur le financement des économies africaines a réuni 22 pays africains, les pays du G7 et les dirigeants d'institutions européennes, africaines et internationales (dont le FMI et la Banque Mondiale), dans un contexte de fort ralentissement de la croissance africaine en 2020 et de besoins de financements très élevés (estimés à 290 Md USD en 2023).

- **Il critique par ailleurs l'absence de réformes économiques et estime que**

le climat politique et la corruption freinent l'investissement en Tunisie

Dans une interview à la chaîne France 24 arabe le 19 mai en marge du Sommet sur le financement des économies africaines, le président Kaïs Saïed a regretté que le climat politique « *malsain* », l'absence de réforme et la corruption dans la sphère politique nuisent à l'investissement. Il a souligné que la Tunisie a besoin de réformes économiques, et estime que les réformes économiques et les investissements dont la Tunisie a besoin pourraient être facilités par « *la justice sociale et une lutte efficace contre la corruption* », ce qui nécessite un Etat de droit. Enfin, il a réitéré son engagement à ce que la Tunisie soit prête à accueillir le sommet de la Francophonie à Djerba à l'automne.

- **Selon Standard & Poor's, un défaut de la dette souveraine tunisienne coûterait entre 4,3 et 7,9 Md USD au secteur bancaire**

[Dans une simulation publiée le 11 mai](#), l'agence de rating a estimé qu'un défaut de la dette souveraine tunisienne au cours des 12 prochains mois coûterait entre 4,3 et 7,9 Md USD au secteur bancaire, soit 55% à 102% du total des fonds propres de l'ensemble des banques. **L'agence souligne toutefois qu'un tel scénario « demeure très improbable »**. Par ailleurs, l'agence a dégradé les notes d'émetteur à long terme de l'Arab Tunisian Bank, la BH Bank et la Banque de Tunisie et des Emirats de B- à CCC+. L'augmentation des risques sur le secteur bancaire est liée à la double hausse de la dette publique (qui a atteint 84,3% du PIB en 2020 selon le Ministère des Finances) et de l'exposition bancaire à celle-ci. La crise sanitaire a en effet contribué au renforcement de l'exposition des banques à la dette de l'Etat, avec notamment l'octroi de trois prêts syndiqués (le premier en janvier 2020 portant sur 455 M EUR, le second en mai 2020 avec 257 M EUR et 130 M USD et l'autre en février 2021 de 260 M EUR et 150 M USD).

- **Les 12 banques cotées dégagent un produit net bancaire cumulé de 1,3 Md TND au 1^{er} trimestre, soit +5,5% sur un an**

D'après les chiffres de la BMVT parus le 17 mai, les 12 banques cotées ont réalisé un produit net bancaire cumulé de 1 296 M TND au 1^{er} trimestre 2021, soit une progression de +5,5% par rapport à la même période en 2020 (1 228 M TND). La plupart des banques ont connu une augmentation de leurs revenus sur un an, et certaines ont été très importantes, avec +91,4% pour la banque de Tunisie et des Emirats, +23,7% pour la Wifack international Bank et +16,5% pour Amen Bank. A l'inverse, seules trois banques ont connu une diminution de leurs revenus : c'est le cas de l'ATB (-13,9%), l'UIB (-2,7%) et l'UBCI (-1,6%). Les banques publiques ont également dégagé des revenus plus élevés que l'an passé, avec +15,1% pour la BNA, +13,4% pour la BH et +1,3% pour la STB. L'indice boursier propre aux banques a augmenté de +2,71% sur un an.

- **Les ventes de voitures enregistrent une forte croissance au cours des 4 premiers mois 2021**

D'après l'Agence Technique des Transports Terrestres, les premières immatriculations de véhicules légers ont enregistré une hausse de 29% entre les quatre premiers mois de l'année 2020 et les quatre premiers mois de l'année 2021. Les véhicules de marques asiatiques ont représenté 45% des ventes au cours des quatre premiers mois de l'année 2021, tandis que les constructeurs européens ont disposé d'une part de marché avoisinant 35%. KIA, Hyundai et Renault sont les trois constructeurs qui ont réalisé les meilleures ventes au cours de la période susmentionnée, avec des parts de marché respectives de 13,8%, 9,6% et 7,4%.

- **Air France annonce une intensification des vols entre la Tunisie et la France**

La compagnie aérienne a récemment annoncé qu'elle allait accroître la fréquence de ses vols entre la France et la Tunisie pour l'été 2021. Au-delà des liaisons entre les capitales respectives, Air France va augmenter, à compter du mois de juin 2021, le nombre de liaisons vers les aéroports de Djerba et Monastir. Air France totalisera 44 vols directs hebdomadaires à destination de Tunisie : 34 vers Tunis, 8 vers Djerba et 2 vers Monastir. Hormis deux vols hebdomadaires Nice/Tunis, toutes ces liaisons seront assurées à partir de l'aéroport parisien Charles de Gaulle.

Libye

- La Libye prévoit de produire 2 millions de barils par jour d'ici 3 ans

Le ministre du gaz et du pétrole M. Mohamed Aoun a annoncé le 11 mai que la stabilisation du pays devrait permettre de **redresser la production de pétrole nationale à 2 millions de barils par jour (b/j) d'ici deux à trois ans**. Cette augmentation passera par la poursuite des explorations et des opérations de maintenance sur les infrastructures, et notamment les pipelines qui ont été abîmés dans les conflits. Pour rappel, la production nationale de pétrole fluctue autour de 1,2M b/j depuis décembre 2020 ; elle avait chuté à 368 000 b/j en moyenne sur l'année 2020 après 8 mois de blocus des installations pétrolières (entre janvier et septembre). La Libye n'a plus produit 2M b/j en moyenne annuelle depuis 1979. La production moyenne pendant la décennie 2000-2010 était de 1,7M b/j.

- Deloitte évalue les actifs de la Libyan Investment Authority (LIA) à 68,4 Md USD

A l'occasion d'une cérémonie organisée le 5 mai en présence du chef du gouvernement d'union nationale M. Abdul Hamid Dbeiba et du gouverneur de la Banque centrale de Libye M. Seddik Al-Kabir, [la LIA a annoncé](#) que la compagnie Deloitte avait évalué **la valeur de ses actifs détenus en 2019 à 68,4 Md USD, faisant de la LIA le premier fonds souverain africain**. Ce montant se décompose en réserves liquides (48,9%), investissements de portefeuilles (29,4%), actifs détenus par ses filiales et dans l'immobilier (16,7%) et actifs divers (5%). **La LIA a salué le maintien de la valeur de ses actifs par rapport à la dernière évaluation en 2012 (à 67 Md USD), alors même qu'elle était frappée par des sanctions de l'ONU depuis 2011** (les résolutions 1970 et 1973 imposaient le gel des fonds, avoirs financiers et ressources économiques se trouvant sur le territoire des Etats membres de l'ONU liés à la LIA,

dont la valeur était estimée à 35 Md USD par la LIA). **Cette valorisation contredit toutefois les déclarations récurrentes de la LIA sur l'impact négatif des sanctions sur la valeur de ses actifs gelés** : en 2018, elle avait estimé que leur valeur avait diminué de 1,7 Md USD entre 2010 et 2017 et que le coût d'opportunité (opérations qu'elle n'a pas pu mener) s'élevait à 13,1 Md USD. Pour rappel, la LIA avait mandaté en mai la compagnie Deloitte pour entreprendre une revue complète des comptes de la LIA et évaluer l'ensemble de ses investissements.

- La guerre a coûté 576 Md USD à la Libye depuis 2011 selon la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale

La secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (ESCWA) Mme Rola Dashti a déclaré le 18 mai que les guerres dans la région de l'Asie de l'Ouest ont causé « *des pertes en vies humaines inestimables et un déclin presque irréversible des gains de développement* » et a affirmé que les coûts de la guerre qui dure en Libye depuis 2011 ont dépassé les 576 Md USD, selon les estimations d'un rapport de l'ESCWA. **Ces pertes s'expliquent par des diminutions concomitantes de la consommation** (baisse des revenus de la population, départ des travailleurs étrangers), **de l'investissement, du commerce** (chute des exportations de pétrole et des importations du fait de la contraction du secteur de la construction notamment) **et du PIB**. Le rapport souligne également la destruction d'infrastructures dans le domaine de la construction, du pétrole, de l'agriculture et de l'industrie, ainsi que le détournement des ressources précédemment affectées à l'éducation et la santé vers les dépenses militaires. Enfin, le rapport a estimé qu'un prolongement du conflit jusqu'en 2025 coûterait 462 Md USD supplémentaires.

- **La Libye se dote d'un fonds pour la reconstruction des villes les plus durement touchées par le conflit**

Doté d'un montant total de 3 Mds LYD (soit 560 M EUR), le fonds de reconstruction va permettre d'allouer 1,5 Md LYD (soit 280 M EUR) aux villes de Benghazi et de Derna, 1 Md LYD (soit 190 M EUR) à l'agglomération de Syrte et près de 500 M LYD (soit 93 M EUR) à la ville de Mourzoug. Le fonds va être alimenté par le budget de l'Etat, par la taxe sur les devises étrangères, par les contributions des entreprises étrangères présentes en Libye ainsi que par des dons. Pour rappel, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) estime que le coût du conflit en Libye s'élève à 576 Mds USD (dégâts matériels et immatériels, récession économique etc.), tandis le Syndicat des Entreprises de Libye a annoncé récemment que le coût de la reconstruction pourrait s'élever à 450 Mds USD au cours des prochaines années.

- **La « Libya e-Commerce Expo » se tiendra à Tripoli du 1^{er} au 3 août 2021**

Organisée au parc des expositions de Tripoli, ce salon dédié au commerce en ligne a pour ambition de rassembler de nombreux acteurs issus de différents secteurs d'activité : des banques commerciales, des sociétés de paiement électronique, des développeurs d'applications mobiles, des institutions gouvernementales concernées par le secteur des télécommunications, des entreprises apparentant au secteur de la logistique, etc. D'après les dernières

données disponibles en la matière (CNUCED, 2017), la proportion de Libyens utilisant internet et réalisant des achats en ligne s'élève respectivement à 22% et 15% de la population.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international